

PREFECTURE DE SEINE-et-MARNE

Direction de l'Administration
Générale et de la Réglementation

Service des Installations Classées
pour la protection de l'environnement.

ACCUSE DE RECEPTION
d'une installation classée

(Application de la loi du 19 juillet 1976)

N° 11781

C 276

Le Préfet, Commissaire de la République
du département de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

ACCUSE RECEPTION A M. Albert JOUE, Directeur de la S.A.R.L. SICA G.E.D.- Yoplait-Candia,
rue Ronsard, 77100 MAREUIL LES MEAUX,

de sa déclaration en date du 28 février 1984,

concernant l'installation, dans l'enceinte de leur établissement, sis à l'adresse précitée,
d'une cave d'affinage des fromages de Brie pouvant contenir 45 tonnes de fromages pour une
production maximale journalière de 1,125 tonne environ.

Le Directeur de l'Administration Générale
et de la Réglementation
Pour le Préfet, Commissaire de la République

M. VAILLANT



Ces installations sont visées par les rubriques ci-après de la nomenclature actuelle :

242 2°

Par application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour
la protection de l'environnement, la S.A.R.L. SICA G.E.D. - Yoplait - Candia

devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes déterminées pour les
installations de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et
réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Le présent accusé de réception est délivré uniquement dans le cadre de la législation
des installations classées, il ne fait pas obstacle à l'application de toute autre
réglementation. A ce titre, le déclarant aura à se pourvoir éventuellement auprès des
autorités compétentes des autorisations nécessaires (notamment permis de construire,
occupation du domaine public, autorisation d'occupation du sol, application de la
réglementation d'urbanisme, de celle des lotissements, etc...).

Toute modification approuvée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation
ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de
déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet,
Commissaire de la République, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la déclaration ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, (sauf le cas de force majeure), l'industriel devra faire une nouvelle déclaration.

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (cf. article 38 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977).

MELUN, le 28 MAI 1984

Le Préfet, Commissaire de la République,

Pour le Préfet, Commissaire de la République
et par délégation

Le Directeur de l'Administration Générale et
de la Réglementation,



M. VAILLANT

DESTINATAIRES :

- La S.A.R.L. SICA G.E.D. Yoplait-Candia
- Le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République
de l'Arrondissement de MEAUX
- Le Maire de MAREUIL LES MEAUX
- L'Ingénieur en Chef des Mines PARIS

Une copie du présent récépissé sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, où les tiers ont la possibilité de consulter sur place le texte des prescriptions générales (application de l'article 27 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977).